

MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR
L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES

AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Révision du programme d'études Éthique et culture religieuse
Enrichissement autour du thème de l'agriculture

Le 29 avril 2020



ISBN 978-2-89556-203-0 (PDF)
Dépôt légal, 2^e trimestre 2020
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives du Canada

Table des matières

L'Union des producteurs agricoles	5
1. Contexte	7
1.1. Vers une révision du programme d'études Éthique et culture religieuse.....	7
1.2. Une occasion de renouer avec l'agriculture et ceux qui la pratiquent	7
1.2.1. Miser sur une expérience positive : <i>Je cultive ma citoyenneté</i>	8
1.2.2. Je cultive ma citoyenneté : un aperçu	9
1.2.3. Portes ouvertes sur les fermes du Québec : rallier, sensibiliser et éduquer.....	10
1.3. Quel sera l'avenir pour l'agriculture et l'agroalimentaire québécois?	10
1.4. Les millénariaux, les parents d'aujourd'hui.....	11
1.5. L'agriculture dans l'économie québécoise	12
2. Bien intégrer le bioalimentaire au parcours scolaire	13
2.1. Au départ, comprendre l'agriculture et son environnement	13
2.2. Développer des connaissances spécifiques.....	14
2.3. Former des citoyens responsables	14
3. Contribution de l'UPA.....	15
3.1. Les retombées du syndicalisme agricole québécois.....	15
3.2. Un vaste réseau de spécialistes	16
3.3. Un projet de trousse technopédagogiques	16
4. Conclusion : l'agriculture, une activité incontournable	17



L'Union des producteurs agricoles

Au fil de son histoire, l'Union des producteurs agricoles (UPA) a travaillé avec conviction à de nombreuses réalisations : le crédit agricole, le coopératisme agricole et forestier, l'électrification rurale, le développement éducatif des campagnes, la mise en marché collective, la reconnaissance de la profession agricole, la protection du territoire agricole, l'implantation de l'agriculture durable et même le développement de la presse québécoise avec son journal *La Terre de chez nous*, etc. Depuis sa fondation, l'UPA contribue donc au développement et à l'avancement du Québec.

L'action de l'UPA et de ses membres s'inscrit d'abord au cœur du tissu rural québécois. Elle façonne le visage des régions à la fois sur les plans géographique, communautaire et économique. Bien ancrés sur leur territoire, les 41 324 agriculteurs et agricultrices québécois exploitent 28 154 entreprises agricoles, majoritairement familiales, et procurent de l'emploi à plus de 57 100 personnes. Chaque année, ils investissent 645 M\$ dans l'économie régionale du Québec.

En 2018, le secteur agricole québécois a généré 8,4 G\$ de recettes, ce qui en fait la plus importante activité du secteur primaire au Québec et un acteur économique de premier plan, particulièrement dans nos communautés rurales.

Les 30 000 producteurs forestiers, quant à eux, récoltent de la matière ligneuse pour une valeur annuelle de plus de 350 M\$ générant un chiffre d'affaires de 2,5 G\$ par la transformation de leur bois.

L'action de l'UPA trouve aussi des prolongements sur d'autres continents par ses interventions dans des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour défendre le principe de l'exception agricole dans les accords de commerce, ou en Afrique pour développer la mise en marché collective par l'entremise d'UPA Développement international. Maximisant toutes les forces vives du terroir québécois, l'ensemble des producteurs et productrices agricoles et forestiers a fait connaître l'agriculture et la forêt privée du Québec au Canada et au monde entier.

Aujourd'hui, l'UPA regroupe 12 fédérations régionales et 25 groupes spécialisés. Elle compte sur l'engagement direct de plus de 2 000 producteurs et productrices à titre d'administrateurs.

Pour l'UPA, POUVOIR NOURRIR, c'est nourrir la passion qui anime tous les producteurs; c'est faire grandir l'ambition d'offrir à tous des produits de très grande qualité. POUVOIR GRANDIR, c'est être l'union de forces résolument tournées vers l'avenir. **POUVOIR NOURRIR POUVOIR GRANDIR**, c'est la promesse de notre regroupement.

1. Contexte

L'UPA tient à remercier le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) de lui donner l'occasion de s'exprimer sur des thèmes qui pourraient éventuellement être inclus au parcours de formation des élèves québécois dans le cadre de la révision du programme d'études Éthique et culture religieuse.

1.1. Vers une révision du programme d'études Éthique et culture religieuse

« Le programme d'études Éthique et culture religieuse vise à développer la réflexion de l'élève sur le vivre-ensemble. À travers les finalités que sont le bien commun et la reconnaissance de l'autre, indissociables de la connaissance de soi, les outils nécessaires pour qu'il puisse exercer son rôle de citoyen de manière éthique et responsable lui sont donnés [...] Le programme d'études sera révisé au cours des prochaines années. L'objectif principal de cette révision est d'établir de nouveaux thèmes qui enrichiront le programme d'études et remplaceront, en tout ou en partie, les notions de culture religieuse.¹ » L'UPA y voit une occasion d'aborder avec les élèves des niveaux primaire et secondaire le thème de l'agriculture, un sujet qui, sans qu'on s'en rende toujours compte, est intimement imbriqué dans le quotidien de chaque citoyen, car l'agriculture permet de combler l'un de ses besoins de base : s'alimenter. Qui plus est, elle est une activité économique de premier plan qui a un impact positif sur l'environnement, sur la santé et sur le tissu social.

1.2. Une occasion de renouer avec l'agriculture et ceux qui la pratiquent

La distance qui sépare le champ de l'assiette – ou l'agriculteur du consommateur – s'est accrue au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, 75 % des citoyens du Québec, particulièrement les jeunes, vivent dans les régions urbaines³ et sont donc peu en contact avec l'agriculture qui a pourtant comme fonction de nourrir le monde. La plupart d'entre eux en connaissent très peu sur les pratiques agricoles d'aujourd'hui puisqu'elles évoluent rapidement. Il importe de recréer le lien entre le travail des agriculteurs et ce qui se trouve dans l'assiette des consommateurs. Se nourrir implique de faire des choix au quotidien, des choix cruciaux qui ont un impact sur notre santé, sur la société, sur l'économie et sur l'environnement. Nous nous devons d'offrir aux plus jeunes des éléments de réflexion pour comprendre la réalité de l'agriculture et des tribunes pour en discuter.

« En 1950, un citoyen sur trois résidait à la campagne, et un sur deux, au début du siècle². » Aujourd'hui, les agriculteurs ne constituent que 1,3 % de la population.

¹ MEES, *Consultations sur le programme d'études Éthique et culture religieuse*. [<http://www.education.gouv.qc.ca/parents-et-tuteurs/consultations-sur-le-programme-detudes-ethique-et-culture-religieuse/>].

² LECLERC, Paul-André et Jacques SAINT-PIERRE, *La vie rurale 1866-1953*, Collections aux limites de la mémoire, Les Publications du Québec, Archives nationales du Québec, 2005, p. IX

³ ÉCORESSOURCES, *Les milieux ruraux du Québec : portraits régionaux*, février 2018 (données de 2016).

1.2.1. Miser sur une expérience positive : *Je cultive ma citoyenneté*

Depuis près de 15 ans, l'UPA offre un programme pour initier les élèves du secondaire au rôle central que joue l'agriculture québécoise dans leur vie quotidienne. On y aborde également les défis auxquels les agriculteurs, les consommateurs ainsi que l'ensemble de la société québécoise doivent faire face à l'heure de la mondialisation des marchés.

Ainsi, notre programme sensibilise les jeunes du secondaire, ces citoyens en devenir et décideurs de demain, à la consommation responsable.

Lancé en 2006, ce projet intitulé *Je cultive ma citoyenneté*⁴ permet indirectement d'initier les jeunes à la citoyenneté et à ses valeurs démocratiques (respect, écoute, coopération, solidarité, ouverture sur le monde et à la différence). En leur faisant découvrir un univers aussi passionnant qu'essentiel, on essaie également de développer chez les élèves cinq compétences citoyennes :

- 1) jugement critique;
- 2) développement d'opinions personnelles sur un sujet vital;
- 3) prise de parole en public et participation à des débats;
- 4) rédaction de lettres d'opinion ou de textes argumentaires;
- 5) aptitude à faire des compromis constructifs et à proposer des solutions réalistes pour répondre aux défis qui se présentent.



8

Dix ans après son implantation, le programme *Je cultive ma citoyenneté* de l'UPA avait été offert dans près de 150 écoles québécoises, à environ 25 000 élèves des 5 niveaux du secondaire, pour une moyenne de 2 500 élèves et plus de 100 présentations d'ambassadeurs par an, une période étant consacrée à la visite d'un producteur agricole en classe.

Aujourd'hui, ce programme a besoin d'être revu, non seulement au regard des enjeux qui ont évolué, mais aussi afin de mettre à profit les outils technologiques dont disposent les enseignants et les élèves. Une chose demeure certaine : l'agriculture constitue un sujet de premier plan pour les enseignants que nous avons consultés au fil des ans, car elle soulève des enjeux fondamentaux appartenant aussi bien aux sphères sociale et culturelle, que politique et économique. Les enseignants nous ont également confirmé qu'ils ne disposent ni de programmes ni d'outils pédagogiques adéquats pour aborder, de façon éclairée et objective, un sujet aussi vaste et complexe que l'agriculture.



⁴ Le guide de l'enseignant, *Je cultive ma citoyenneté : L'agriculture, la consommation responsable et l'environnement à l'heure de la mondialisation*, publié par l'UPA et le Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté en 2008, est disponible sur demande à l'UPA.

1.2.2. Je cultive ma citoyenneté : un aperçu

Cinq thématiques sont abordées dans le matériel pédagogique proposé par l'UPA :

- 1) le rôle central de l'agricultrice et de l'agriculteur dans la chaîne agroalimentaire;
- 2) l'agriculture à l'heure de la mondialisation;
- 3) la santé et l'agroenvironnement;
- 4) la transformation et la distribution alimentaire;
- 5) la consommation responsable et solidaire.

Celles-ci sont intégrées en quatre parcours :

1) **Portrait de l'agriculture au Québec : économie, mise en marché, environnement et relève agricole**

- une activité humaine et économique majeure sur l'ensemble du territoire québécois;
- la mise en marché collective : logique et équitable;
- la gestion de l'offre et ses avantages;
- les agriculteurs et l'environnement;
- les progrès des agriculteurs de 1998 à 2003;
- pour une cohabitation harmonieuse avec les citoyens;
- la protection du territoire agricole;
- la mise en valeur de la biodiversité des cours d'eau en milieu agricole;
- l'agriculture biologique;
- l'essentielle relève agricole.

2) **La mondialisation et l'agriculture : opportunités et défis**

- l'évolution des marchés et les ententes de libre-échange;
- la mondialisation et l'agriculture québécoise;
- la santé, la salubrité et la traçabilité des aliments;
- les normes à respecter dans les fermes québécoises;
- la mondialisation et l'environnement.

3) **Le système agroalimentaire au Québec**

- la définition du système agroalimentaire et description de ses acteurs;
- le chemin que doit parcourir un aliment depuis le champ ou l'étable jusqu'à l'assiette;
- le phénomène de concentration des marchés et les impacts de la mondialisation sur l'industrie agroalimentaire.

4) **La consommation responsable**

- l'autosuffisance alimentaire;
- le citoyen agriculteur;
- le citoyen distributeur;
- le citoyen consommateur;
- l'achat de produits québécois;
- la relation avec les agriculteurs québécois;
- la protection de l'environnement.

1.2.3. Portes ouvertes sur les fermes du Québec : rallier, sensibiliser et éduquer

Organisée par l'UPA depuis bientôt 20 ans, la Journée portes ouvertes sur les fermes du Québec offre un lieu d'échange unique entre les consommateurs et les producteurs agricoles. Les Portes ouvertes, c'est plus de 100 fermes qui ouvrent gratuitement leurs portes dans toutes les régions du Québec et surtout, des centaines d'agricultrices et d'agriculteurs accueillants, passionnés, généreux de leur temps. Animaux, machinerie, visite des installations, démonstrations agricoles, produits de la ferme, dégustations : l'expérience est complète pour petits et grands.

Aussi, depuis 2012, en marge des visites de fermes, l'UPA présente un volet montréalais où les groupes spécialisés affiliés à l'organisation (lait, œufs, porcs, pommes, production biologique, etc.) tiennent des kiosques animés par des productrices et producteurs fiers de communiquer leur savoir et leur passion. Les familles urbaines peuvent profiter d'un marché public, de dégustations de produits locaux, d'un contact avec les animaux, de démonstrations de traite de vache et de tonte de mouton, d'animation pour les enfants et plus encore.



Par le biais de la Journée portes ouvertes sur les fermes du Québec, l'UPA souhaite aussi :

- favoriser une meilleure compréhension des pratiques culturelles et d'élevage au Québec;
- présenter un portrait de la diversité agricole au Québec;
- apporter un regard nouveau sur un secteur d'activité méconnu, dans un contexte divertissant et ludique.

10

Depuis 2003, c'est près de 2,5 millions de visiteurs qui ont expérimenté la vie à la ferme pour découvrir non seulement un métier, mais aussi un véritable mode de vie.

Au cours des 20 dernières années, des centaines d'agriculteurs ont reçu des groupes dans ce contexte. Ainsi, ils pourraient avoir l'expérience nécessaire en vulgarisation et en animation pour accueillir d'éventuelles visites scolaires, ce qui permettrait aux élèves de compléter leur formation théorique sur le thème de l'agriculture.

1.3. Quel sera l'avenir pour l'agriculture et l'agroalimentaire québécois?

Partout sur la planète, les agricultrices et agriculteurs ont un rôle de premier plan lorsqu'il est question de souveraineté alimentaire. Avec une projection démographique de plus de 9,7 milliards d'habitants sur le globe en 2050⁵ – entraînant des enjeux de capacité de production, d'accaparement des terres et d'accès aux ressources – et l'urgence climatique mondiale qui crée instabilité et imprévisibilité, l'agriculture locale est un atout stratégique pour toutes les nations.

⁵ ORGANISATION DES NATIONS UNIES, *La population*. [<https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/population/index.html>]. (Consulté le 23 mars 2020).

La période de pandémie que l'humanité traverse actuellement est par ailleurs une illustration des plus éloquentes de l'importance de maximiser l'autonomie alimentaire des nations, basée sur une agriculture locale pérenne et productive.

Or, pratiquer l'agriculture n'est pas un long fleuve tranquille. Au Québec, l'année 2019 restera dans les annales pour plusieurs producteurs : remise en question de l'usage des pesticides; conflit commercial entre les États-Unis et la Chine et impacts collatéraux pour le Canada; conditions météorologiques extrêmes; grève au Canadien National entraînant un manque d'approvisionnement en propane; invasion d'une ferme porcine par des militants anti-viande; enjeux de pertes de superficies agricoles liées à différents projets de construction d'établissements institutionnels et commerciaux en zones agricoles. Et l'année 2020 commence avec une pandémie venue bousculer nos vies individuelles et collectives comme peu d'événements l'ont fait au cours du dernier siècle. Pour les agriculteurs, la question de la main-d'œuvre, déjà difficile à recruter, est actuellement l'enjeu prioritaire.

Bien sûr, tous les secteurs d'activité vivent des enjeux de relève. L'agriculture est passablement affectée par cette réalité. Pour maintenir l'intérêt des jeunes envers ce secteur, il serait avisé de les sensibiliser à son importance et aux différents métiers qui y sont rattachés.

Alors que tous ces défis peuvent sembler relever d'une réalité étrangère aux citoyens, ceux-ci sont en fait au cœur de la solution. En effet, les consommateurs deviennent coresponsables de la sécurité alimentaire du Québec⁶, tant par l'achat de produits locaux à l'épicerie et au marché public, par la planification des vacances dans les circuits agrotouristiques de la province que par la préparation des repas en famille avec les aliments d'ici. Les consommateurs peuvent poser des gestes concrets pour encourager non seulement notre économie, mais aussi la vitalité de nos régions et l'occupation de ces territoires, la saine alimentation et la conservation de notre patrimoine.

1.4. Les millénariaux, les parents d'aujourd'hui

En 2020, les parents de jeunes enfants sont majoritairement des millénariaux, soit des personnes qui ont entre 20 et 40 ans. Ils représentent 25,8 % de la population québécoise et 27,4 % de la population canadienne. De plus, la projection démographique prévoit une augmentation constante de cette tranche générationnelle en raison d'une immigration très jeune, à travers le pays⁷. De façon générale, les millénariaux, néo-canadiens ou non, sont beaucoup plus urbains que leurs parents : 40 % habitent en ville et 34 %, en banlieue.

Ces jeunes parents sont friands d'applications mobiles et connaissent beaucoup mieux les réseaux sociaux et les technologies Web que leurs prédécesseurs. Mais connaissent-ils bien tous les rouages du système bioalimentaire qui les nourrit, si ce n'est par l'interprétation surtout urbaine que bien des influenceurs propagent et qui, avouons-le, est souvent très loin du plancher des vaches?

⁶ Concept de Stéphane Linou : Résilience alimentaire et sécurité nationale.

⁷ STATISTIQUE CANADA, Estimations démographiques (janvier 2019). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-520-x/2010001/tablesectlist-listetableauxsect-eng.htm>

« Les millénariaux sont très créatifs, travaillants et allumés. Ils veulent également être utiles. Il est important de leur donner des projets, de leur faire goûter à l'expérience. Cette génération est techno et ambitieuse, mais manque de patience. Ils veulent se sentir impliqués et être autonomes. Il faut leur donner des responsabilités, mais aussi leur apprendre à être patients.⁸ » De plus, comme tout un chacun, ils doivent être sensibilisés aux notions de vérification des sources d'information pour éviter la désinformation par le partage intempestif de fausses nouvelles.

Pour renverser la vapeur et rétablir le lien entre les consommateurs et ceux qui les nourrissent, on devra tenir compte à la fois des intérêts des élèves et des attentes et aptitudes de leurs parents.

1.5. L'agriculture dans l'économie québécoise

En 2018, le secteur agricole québécois a généré 8,87 G\$ de recettes de marché, ce qui en fait la plus importante activité du secteur primaire au Québec et un acteur économique de premier plan, particulièrement dans nos communautés rurales.

Comme le démontre le tableau ci-dessous, ces dernières années, la croissance du secteur agricole a été supérieure au reste de l'économie québécoise.



Environ 70 % des produits agricoles québécois sont transformés chez nous, ce qui constitue la plus forte proportion de toutes les provinces canadiennes. Par ailleurs, au Québec, 80 % (7 G\$) des produits exportés ont subi à tout le moins une première transformation. En Ontario et dans le reste du Canada, cette proportion était respectivement de 69 % et de 45 %¹⁰.

La synergie importante entre les maillons de la production agricole et de la transformation alimentaire au Québec génère des retombées économiques considérables. En 2017, les deux secteurs combinés ont généré près de 223 000 emplois¹¹, soit 5,3 % des emplois de la province,

⁸ LIBANA KASSAB, « Qui sont les milléniaux? », *Le Droit*, 24 janvier 2017, mis à jour le 28 septembre 2018.

⁹ STATISTIQUE CANADA, *Tableau 379-0030 – produit intérieur brut (PIB) aux prix de base*, CANSIM (base de données) et estimations du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).

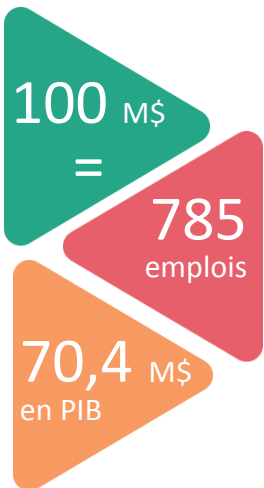
¹⁰ MAPAQ, *Le Bioalimentaire économique, bilan de l'année 2017*, p 30.

¹¹ Emplois directs, indirects et induits, exprimés en équivalents temps complet (ETC).

et ont engendré 21,8 G\$ de PIB¹², ce qui correspond à 5,3 % du PIB québécois. Enfin, ces secteurs ont aussi contribué à hauteur de 3,3 G\$ aux revenus des divers paliers de gouvernement, dont 2,0 G\$ au gouvernement du Québec, soit 1,9 % de ses revenus totaux.

EMPLOIS ET PIB GÉNÉRÉS PAR L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE AU QUÉBEC 2017

	Retombées totales ¹³
Production agricole	
Emplois (ETC)	83 583
PIB (M\$)	7 350
Transformation	
Emplois (ETC)	139 226
PIB (M\$)	14 454
Industrie agroalimentaire	
Emplois (ETC)	222 809
PIB (M\$)	21 803



DES INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS : 100 M\$ investis en agriculture créent 785 emplois, contre 772 pour le secteur de la construction et 463 pour celui de la fabrication. Un tel investissement génère aussi 70,4 M\$ de PIB, soit l'équivalent du secteur de la construction (70,9 M\$) et bien plus que celui de la fabrication (50,6 M\$). De plus, pour chaque emploi direct et pour chaque dollar de PIB direct, le secteur agricole apporte plus de retombées en aval et en amont. Il génère notamment plus d'emplois indirects que six secteurs combinés, soit l'ensemble des secteurs primaires, les services publics, la construction, la fabrication, les autres services et les secteurs non commerciaux.

2. Bien intégrer le bioalimentaire au parcours scolaire

2.1. Au départ, comprendre l'agriculture et son environnement

Au niveau primaire, il serait plus facile et pertinent de transmettre des informations sur l'agriculture, sa fonction nourricière et la réalité de différentes productions animales et végétales présentes au Québec. Les élèves pourraient en découvrir davantage sur la provenance

¹² PIB direct, indirect et induit.

¹³ Retombées directes, indirectes et induites. Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ (2018), Statistique Canada (2018b, 2018d, 2018e, 2018f, 2018h et 2018j) et Ecotec Consultants (2018).

de leurs aliments (milieu aquatique, animal ou végétal), la manière dont ils sont produits, les façons dont on protège les cultures (insectes utiles, insectes nuisibles et les moyens de s'en protéger, pollinisation, etc.), les méthodes de transformation des produits agricoles en nourriture et les différents métiers y étant rattachés.

Les élèves seraient ainsi amenés à développer un rapport dynamique avec leur milieu et un sens critique à l'égard de la protection de l'environnement et des biens de consommation.

En incluant, dès les premières années du primaire, le thème de l'agriculture au programme québécois d'éducation à la citoyenneté, on permettrait aux professeurs de présenter un sujet suscitant un intérêt marqué chez les jeunes tout en évaluant encore davantage leurs connaissances scientifiques.

2.2. Développer des connaissances spécifiques

Les connaissances des élèves dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la consommation et de la santé ainsi que leur compréhension des enjeux socioéconomiques, tels la mondialisation, les changements climatiques et la protection des ressources, pourront être enrichies tout au long de leur parcours, de la première année du primaire à la cinquième année du secondaire. Au moyen de discussions et d'ateliers qui leur feront prendre conscience graduellement de l'interconnexion entre tous ces éléments et de l'interdépendance entre ruraux et urbains – les zones urbaines dépendant encore des zones rurales pour plusieurs biens et services essentiels à leur quotidien, comme l'électricité, le bois, les produits alimentaires, des espaces et des articles utiles aux loisirs, etc. –, ils réaliseront l'importance d'effectuer des choix réfléchis, tant pour eux-mêmes que pour l'environnement, l'économie locale, la santé individuelle et publique, de même que pour la protection du territoire agricole.

Aussi, en découvrant les différents métiers agricoles (opérateur, ouvrier, manœuvre, gestionnaire, vétérinaire, agronome, etc.), les élèves seront à même d'évaluer à quel point le secteur bioalimentaire offre une multitude de choix de carrière. De fait, même si le Québec est la province où le nombre de fermes diminue le moins rapidement et où l'âge moyen des productrices et producteurs agricoles est le plus bas, on prévoit que d'ici 2025, au Canada, quelque 114 000 emplois à la ferme seront à pourvoir. Parmi ces postes, 45 900 seront destinés aux propriétaires et gestionnaires agricoles¹⁴. Il serait avisé d'intéresser dès maintenant la relève potentielle afin d'assurer la sécurité alimentaire du Québec.

2.3. Former des citoyens responsables

Au moyen de lectures, de présentations magistrales, puis de débats entre élèves sur des thèmes aux multiples enjeux (ex. : agriculture, aliments et grandes surfaces; étalement urbain, préservation du territoire agricole pour nourrir la nation de façon autonome et cadre légal à cet effet; consommation responsable : locale ou mondiale; agriculture biologique ou conventionnelle), le programme d'éducation à la citoyenneté pourrait aider les consommateurs de demain à prendre des décisions éclairées en matière de consommation d'aliments dans le contexte social, environnemental et économique du Québec contemporain.

¹⁴ Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture, 2016.

La réalité des producteurs agricoles et son lot de défis quotidiens pourraient également être abordés en toute transparence. En fait, ce serait une occasion de discuter de santé psychologique avec les élèves du secondaire. L'anxiété et la détresse sont des maux répandus dans la société civile en général et le monde agricole n'y échappe pas. Il s'agirait là d'une belle ouverture pour traiter de développement de soi, de relations interpersonnelles et de relations d'aide.

Enfin, les élèves québécois doivent être sensibilisés à la relation étroite qui existe entre le producteur agricole et le consommateur, entre les urbains et les ruraux ainsi qu'aux enjeux sociaux, économiques et éthiques qui en découlent.

3. Contribution de l'UPA

3.1. Les retombées du syndicalisme agricole québécois

L'agriculture québécoise est innovante. En effet, nos agriculteurs se distinguent de leurs collègues des autres provinces canadiennes dans le domaine de la mise en marché collective des produits de la ferme, un modèle agricole équitable qui fait l'envie d'agriculteurs et de paysans de plusieurs pays du monde. Les producteurs québécois sont également à l'avant-garde des pratiques environnementales, pour lesquelles ils investissent chaque année quatre fois plus que leurs homologues canadiens¹⁵.

En 2018, une étude de l'Institut de recherche en économie contemporaine et de la Coop Carbone intitulée *L'entrepreneuriat collectif au cœur du modèle agricole québécois*¹⁶, révélait qu'environ 60 % des activités de l'UPA et de ses groupes affiliés constituent une forme d'entrepreneuriat collectif appartenant à l'économie sociale. Cette analyse confirme toute l'importance du rôle social et collectif tout à fait unique de l'UPA dans le paysage québécois, tant dans le monde syndical que dans la filière alimentaire.

Selon les auteurs, cette contribution « donne au modèle agricole québécois une architecture unique qui le distingue des économies agricoles observées dans d'autres pays développés, où plusieurs des initiatives recensées au Québec relèvent habituellement du domaine exclusif de l'économie marchande et de l'entrepreneuriat privé ». Les concepts abordés dans cette étude pourraient également servir dans les classes du Québec. En effet, les actions posées par un syndicat pour ses membres touchent aux thèmes de la participation citoyenne et de la démocratie, de l'éthique, voire à certains aspects de la législation québécoise.

¹⁵ UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES, *Les champs changent*. [<https://www.upa.qc.ca/fr/les-champs-changent/>].

¹⁶ COOP CARBONE et INSTITUT DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE CONTEMPORAINE, *L'entrepreneuriat collectif au cœur du modèle agricole québécois*, le 27 novembre 2018. [https://www.upa.qc.ca/wp-content/uploads/filebase/fr/memoires/Economie-sociale_UPA_Rapport-final_2.pdf].

3.2. Un vaste réseau de spécialistes

L'UPA a accès à un vaste réseau de spécialistes, tant à l'interne, dans les domaines de la recherche et des politiques agricoles, de la mise en marché des produits, de l'aménagement du territoire, de la prévention, de la main-d'œuvre, etc., qu'à l'externe, auprès de partenaires tels Aliments du Québec, l'Ordre des agronomes du Québec, l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval, la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'environnement de l'Université McGill, École-O-Champ¹⁷ et Télé-Québec. Ce réseau d'acteurs clés pourrait contribuer à l'élaboration de contenus pour le nouveau programme du MEES.

L'UPA compte également dans ses rangs 90 syndicats locaux, 12 fédérations régionales, 25 secteurs de production, 13 groupes de jeunes de la relève et 10 syndicats d'agricultrices. Elle occupe un siège au conseil d'administration de la Fédération canadienne de l'agriculture. Grâce aux actions de sa section UPA Développement international, notre organisation offre son appui à près de 50 organisations paysannes dans 14 pays en développement avec le concours de 20 coopérants. De quoi alimenter des contenus pédagogiques captivants!

3.3. Un projet de trousse technopédagogiques

L'UPA œuvre depuis de nombreuses années auprès des jeunes. Or, les programmes que nous avons développés depuis plus de 15 ans nécessitent une refonte. Un comité-conseil vient donc d'être formé pour mener à bien ce nouveau projet. Il est composé de représentants de Télé-Québec, d'École-O-Champ, de la Confédération et de fédérations régionales de l'UPA, ainsi que de certains de ses groupes affiliés qui disposent déjà de matériel pédagogique destiné à la jeunesse. Des experts en contenu Web et vidéo se joindront également à cette équipe.

Toutes les classes québécoises de niveaux primaire et secondaire sont dotées d'un tableau blanc interactif (TBI), un dispositif relié à un ordinateur et à un vidéoprojecteur. Des études ont démontré que plus les élèves manipulent le TBI, plus on constate un impact positif sur leurs résultats scolaires, sur leur motivation à l'école, sur leur concentration en classe. D'ailleurs, 99 % des élèves et 74 % des enseignants préfèrent le TBI au tableau noir.



On sait aussi que cette technologie n'est pas exploitée au maximum, notamment en raison du manque de temps, de formation et de contenus. C'est pour cette raison que l'UPA, en collaboration avec ses partenaires, compte développer au cours des prochaines années de nouvelles trousse technopédagogiques pour TBI (vidéos immersives, vidéos pédagogiques,

¹⁷ Né d'un projet étudiant au campus Macdonald de l'Université McGill en 2013, l'organisme École-O-Champ s'est graduellement développé afin de promouvoir l'éducation et les sciences agricoles, alimentaires et environnementales auprès des écoles et des municipalités au Québec en rendant accessibles des ressources agricoles durables et locales tout en sensibilisant les jeunes à la provenance de leur garde-manger et à leur pouvoir d'action sur leur environnement.

matériel interactif, fiches Web, matériel à imprimer, etc.) qui pourraient être mises à la disposition des enseignants, et ce, gratuitement. Ces trousseaux seront diffusées sur une nouvelle mouture de la plateforme « Télé-Québec en classe »¹⁸.

Cette plateforme Web s'adressant aux enseignants d'écoles primaires et secondaires devrait être rendue disponible par Télé-Québec à compter de 2021. Elle présente des trousseaux technopédagogiques (guides pédagogiques, histoires, vidéos, tableaux d'idées, jeux et matériel imprimable) couvrant différentes matières. La réception des produits de Télé-Québec par les enseignants est bonne, voire excellente. Bref, il y a au Québec un beau potentiel pour alimenter le projet de refonte du programme d'études Éthique et culture religieuse.

4. Conclusion : l'agriculture, une activité incontournable

Les choix que l'on fait comme consommateur et citoyen ont des effets directs et indirects sur l'agriculture du Québec et sa vitalité économique, sur la qualité de l'environnement, sur l'aspect humain et familial des fermes ainsi que sur le travail de celles et ceux qui, quotidiennement, cultivent la terre et élèvent des animaux. Il importe d'inculquer ces notions aux Québécois dès leur plus jeune âge afin qu'ils investissent plus tard dans l'économie locale et contribuent ainsi à la maintenir prospère.

Le maintien et le développement d'une agriculture locale sont le fruit d'un contrat social, d'un choix de société. En intégrant le thème de l'agriculture et de l'alimentation à son nouveau programme d'éducation à la citoyenneté, le MEES s'assurera d'outiller les professeurs de modèles et d'exemples concrets leur permettant de mieux aider les élèves à faire des choix éclairés.

Si l'on part du principe qu'être un citoyen et un consommateur responsable nécessite une connaissance minimale des enjeux de l'agriculture et du système agroalimentaire, aborder ces notions en classe amènera en effet des solutions concrètes qui permettront aux participants de se définir en tant que consommateur responsable, de faire de meilleurs choix pour l'avenir, des choix raisonnés, justes et sensibles : des choix citoyens. En comprenant le secteur bioalimentaire, ils sauront tirer profit de leurs connaissances et adopter des comportements ayant des retombées sur de nombreux autres secteurs d'activité, sur la santé, sur la communauté, sur l'environnement et sur l'économie locale.

Ultimement, nous souhaitons faire découvrir aux jeunes Québécois un univers aussi passionnant qu'essentiel tout en les initiant aux valeurs citoyennes. Le lien direct qui existe entre l'assiette, le producteur du coin ou celui d'un autre continent devrait être partie prenante de la formation offerte dans nos écoles. Nous croyons que le MEES a un rôle clé dans la diffusion de notions de base et de connaissances plus approfondies au sujet de l'agriculture au sein de la population québécoise d'âge scolaire, voire une responsabilité dans l'avenir alimentaire des Québécois.

¹⁸ TÉLÉ-QUÉBEC, *Télé-Québec en classe*, <https://enclasse.telequebec.tv/trousseaux/details/1>.

L'UPA souhaite ardemment voir refléter ces considérations dans le futur programme québécois d'éducation à la citoyenneté. Elle détient l'expertise pour collaborer en ce sens au projet de révision en cours. Dans ce cadre, elle demeure enthousiaste et disposée à apporter son soutien au ministère, tout comme elle l'a fait durant les 15 dernières années, peu importe la forme que pourrait prendre ce travail.